Nations Unies DP/RPD/RLA/5

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
24 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
25-28 août 2025, New York
Point 16 de l'ordre du jour provisoire
Documents relatifs au programme régional, 2026-2029

Document relatif au programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2026-2029)

Table des matières

Chapitre *Page*

I. Considérations générales 2

II. Priorités du programme et partenariats 7

III. Administration du programme et gestion des risques 12

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme 14

Annexe

Results and resources framework for the regional programme for Latin America and the Caribbean (2026-2029) 15

25-10266 (F) 030725 180725

Merci de recycler

I. Considérations générales

1. Le Programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour 2026-2029 est aligné sur les buts, objectifs et accélérateurs du Plan stratégique du PNUD pour 2026-2029. Il repose sur le principe selon lequel la région recèle un potentiel unique de développement durable qui ne peut être libéré qu'en plaçant la *résilience*[1] au centre du programme de développement.

2. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la volatilité économique mondiale, les tensions géopolitiques et l'accélération des changements technologiques et sociaux convergent avec des facteurs de vulnérabilité structurelle profondément ancrés, des niveaux élevés d'incertitude et une exposition à des chocs plus fréquents, plus intenses et plus interconnectés. Ces facteurs, aggravés par des problèmes de gouvernance et une capacité institutionnelle insuffisante, compromettent la trajectoire de développement de la région.

3. En plaçant la résilience – en tant qu'outil de promotion de l'action, solution de protection des acquis du développement et voie à suivre pour le progrès – au centre de ce programme régional, il s'agit de s'attaquer de manière proactive aux facteurs de vulnérabilité structurelle, tout en dotant les personnes, les communautés et les institutions de mécanismes d'adaptation pour faire face aux défis immédiats, libérer le potentiel de la région et veiller à ce qu'elle soit mieux préparée à résister aux chocs et à s'en relever.

4. Au cours des dernières décennies, l'Amérique latine et les Caraïbes ont accompli des progrès significatifs en matière de développement humain, de réduction de la pauvreté, de consolidation de la démocratie et de croissance économique. Entre 2000 et 2024, la région a réduit de moitié ses niveaux de pauvreté (de 50,3 % à 25 %[2]) et de mortalité infantile[3], et a fait reculer l'exclusion scolaire (un enfant sur quatre autrefois, contre à un enfant sur dix aujourd'hui[4]). L'espérance de vie a augmenté de plus de six ans[5], signe de l'amélioration des soins de santé. Les systèmes électoraux, la participation des citoyens et la représentation politique des femmes[6] ont également progressé. Avec l'amélioration des conditions de vie, les économies se sont développées, faisant de la région une région à revenu moyen, mais pas tout à fait de classe moyenne.

5. Les progrès ont été inégaux et ont commencé à s'essouffler avant même la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Des défis structurels persistants et certaines caractéristiques de la trajectoire de développement de la région la rendent vulnérable face aux chocs, menaçant les acquis et empêchant de nouveaux progrès.

---

[1] Dans le programme régional, « résilience » s'inscrit dans une perspective de développement humain, avec pour objectif de permettre aux populations de mener une vie utile en termes de capacités et d'action, de manière à prévenir ou atténuer l'impact des chocs critiques généralisés sur leur vie, et à donner aux personnes et aux communautés, en particulier les plus défavorisées, les moyens de décider de leur vie et, en cas d'adversité, de rebondir et de s'épanouir à nouveau.

[2] Banque mondiale (2023), Poverty and Inequality Platform: Latin America and the Caribbean, Groupe de la Banque mondiale, consultable à l'adresse suivante : https://povertydata.worldbank.org.

[3] Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, Levels and Trends in Child Mortality: Report 2023, UNICEF, consultable à l'adresse suivante : https://childmortality.org.

[4] Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2023), Éducation et alphabétisme, consultable à l'adresse suivante : http://uis.unesco.org.

[5] Banque mondiale (2023), Espérance de vie à la naissance, total (années) – Amérique latine et Caraïbes, Groupe de la Banque mondiale, consultable à l'adresse suivante : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.IN.

[6] Union interparlementaire (2023), Données mondiales sur les parlements nationaux, IPU Parline, consultable à l'adresse suivante : https://data.ipu.org/fr/.

La pandémie en a été l'illustration : bien que mondiale, elle a frappé le plus durement l'Amérique latine et les Caraïbes, qui ont enregistré les taux de mortalité les plus élevés, la récession la plus forte et les reculs les plus sévères en matière de développement humain. Ces revers ont fragilisé les populations et les communautés, et les ont rendues moins optimistes quant à l'avenir.

6. L'Amérique latine et les Caraïbes se caractérisent par une croissance lente et volatile qui dépend fortement des conditions extérieures. En 2024, la région a enregistré un taux modéré de croissance du PIB, qui s'est établi à 2,2 %, soit 1,1 point de pourcentage de moins que la moyenne mondiale et le taux le plus bas parmi les régions en développement[7]. Sa faible croissance économique est largement due à la stagnation de la productivité, qui est restée relativement inchangée au cours des 50 dernières années. La prévalence d'un vaste secteur informel, qui emploie environ la moitié des travailleurs de la région, ne fait qu'aggraver ces difficultés.

7. Le poids croissant de la dette a réduit la marge de manœuvre budgétaire. La récente contraction de l'économie, associée à la hausse des taux d'intérêt mondiaux et à la dépréciation de la monnaie, a exacerbé la vulnérabilité de la dette. Plusieurs pays consacrent désormais une part importante de leur budget au service de la dette, puisant ainsi des ressources dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. Ce constat est encore plus prononcé dans les Caraïbes, où les coûts de relèvement à la suite de phénomènes météorologiques extrêmes génèrent un cercle vicieux de besoins budgétaires et de taux d'intérêt élevés. Les pressions croissantes exercées par la dette rappellent la nécessité de se doter de stratégies de financement plus durables.

8. L'Amérique latine et les Caraïbes restent confrontées à des défis liés à la faiblesse des capacités institutionnelles, qui compromettent l'efficacité de la gouvernance. Les institutions doivent faire avec des ressources limitées, un faible niveau de coordination et une bureaucratie excessive, qui entravent l'action politique et la prestation de services. La corruption, la polarisation politique et les changements fréquents de dirigeants ne font qu'éroder davantage la confiance du public.

9. La frustration et le mécontentement à l'égard de systèmes qui ne répondent pas de manière adéquate aux besoins des citoyens accentuent la fragmentation sociale et font obstacle à un discours public constructif[8]. La polarisation politique limite la recherche d'un consensus et la coopération et, associée à l'incertitude et à des événements défavorables plus fréquents, érode la capacité d'action et les libertés effectives, exposant la région à des discours qui divisent, et à une recrudescence des actes de violence et des activités criminelles[9]. Mais l'insatisfaction peut aussi être une source d'énergie porteuse d'évolution, dans le cadre d'un processus de changement social qui, s'il est géré de manière adéquate, peut conduire à des transformations positives et à une amélioration de la cohésion sociale.

10. L'évolution rapide des technologies – notamment de l'intelligence artificielle – remodèle des aspects fondamentaux de la vie quotidienne, tout en alimentant la désinformation, les cyberattaques et la violence politique. Bien que l'adoption disparate des nouvelles technologies exacerbe les inégalités préexistantes, la région peut encore tirer parti de cette évolution technologique pour renforcer les capacités humaines, l'action et la résilience. Pour ce faire, elle doit investir dans le capital

[7] Banque mondiale (2025), Perspectives économiques mondiales, janvier 2025.

[8] PNUD (2025), *Regional Human Development Report – Under Pressure: Recalibrating the Future of Development in Latin America and the Caribbean*.

[9] Latinobarómetro (2023), Informe 2023: La democracia en América Latina, Fundación Latinobarómetro, consultable à l'adresse suivante : https://www.latinobarometro.org.

humain, les infrastructures numériques, la gouvernance responsable des données et des écosystèmes numériques solides.

11. La fréquence et l'intensité croissantes des risques liés au climat ont une incidence sur la région. Au cours des deux dernières décennies, l'Amérique latine et les Caraïbes ont connu un nombre annuel moyen de phénomènes extrêmes plus de deux fois supérieur[10] à celui des décennies précédentes. Ces événements ont un impact disproportionné sur les femmes et les groupes vulnérables. La région étant une superpuissance de la biodiversité, dont une part importante de l'économie dépend d'activités sensibles au climat, telles que l'agriculture et le tourisme, son capital naturel offre des débouchés économiques durables uniques, notamment la possibilité d'approfondir les capacités humaines.

12. Des crises de nature diverse ont des répercussions sur les résultats en matière de santé de la région, qui, malgré certains progrès, reste confrontée à des difficultés majeures. La santé mentale est une préoccupation croissante, en particulier chez les jeunes, qui coûte à la région plus de 30 milliards de dollars par an en perte de productivité et en mortalité précoce[11]. De plus en plus de campagnes de sensibilisation sont organisées autour de cette question, qui devient une priorité, et les politiques sociales reconnaissent de plus en plus que le bien-être mental fait partie intégrante du développement humain.

13. Les services de prise en charge peuvent jouer un rôle de tampon important afin de soutenir la capacité des ménages de générer des revenus en cas de choc. Mais ils restent largement sous-estimés. Le travail de soins non rémunéré contribue à hauteur d'environ 21,4 % au PIB de la région et pourrait représenter 21 % de chaque dollar généré[12]. Ces tâches, principalement effectuées par les femmes, renforcent l'inégalité entre les sexes et limitent l'autonomisation économique des femmes. De nombreux pays de la région mettent en place des politiques de prise en charge visant à reconnaître, redistribuer et récompenser le travail de soins. L'amélioration des systèmes de soins peut grandement stimuler la résilience et le bien-être économiques, surtout si l'on considère que le nombre de personnes âgées atteindra une personne sur six d'ici à 2030[13].

14. Pour relever ces défis interdépendants, il faut des approches intégrées au niveau du système, capables de gérer simultanément des risques complexes. En intégrant la résilience au cœur des programmes de développement, ces stratégies permettent non seulement d'atténuer l'impact des chocs, mais aussi d'accélérer les progrès et d'ouvrir la voie au développement de la région.

15. Le programme régional – ancré sur les priorités des pays et l'appropriation nationale – servira de base pour apporter des solutions politiques innovantes, fondées sur des données probantes et adaptées au contexte, ainsi qu'un soutien technique aux homologues locaux. Grâce à des stratégies multidimensionnelles et à des plateformes de coopération régionale, il mobilisera des partenariats stratégiques, attirera des ressources privées et publiques, et favorisera le partage des connaissances afin d'obtenir des résultats transformateurs qui alignent la coopération régionale et les ressources financières sur les priorités de développement nationales et territoriales.

[10] Des informations complémentaires sur EM-DAT (base de données sur les situations d'urgence) sont disponibles à l'adresse suivante : www.emdat.be.

[11] PNUD (2025), *Regional Human Development Report – Under Pressure: Recalibrating the Future of Development in Latin America and the Caribbean*.

[12] PNUD (2024), The Missing Piece: Valuing women's unrecognized contribution to the economy, consultable à l'adresse suivante : https://www.undp.org/latin-america/blog/missing-piece-valuing-womens-unrecognized-contribution-economy.

[13] Organisation panaméricaine de la Santé, consultable à l'adresse suivante : https://www.paho.org/en/healthy-aging-data-and-visualizations.

Le renforcement de la résilience, l'élargissement de l'action et la promotion d'une prospérité partagée dans les limites de la planète seront au cœur de ces efforts.

16. Le programme régional s'appuie sur : a) une synthèse des défis de la région en matière de développement ; b) les enseignements et les recommandations tirés des évaluations du programme régional pour 2022-2025 et de ses projets ; c) un examen des descriptifs de programme de pays du PNUD ; d) une analyse des consultations régionales et nationales tenues aux fins d'élaboration du Plan stratégique pour 2026-2029 ; e) les contributions issues des consultations avec les bureaux de pays du PNUD et les partenaires régionaux, lesquels alimentent la vision programmatique et les produits de connaissance stratégique du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; f) l'apprentissage programmatique des cycles régionaux précédents.

17. Au cours des quatre dernières années, le programme régional a donné la priorité à quatre réalisations : a) une croissance inclusive et durable, en mettant l'accent sur la productivité des petites et moyennes entreprises, les emplois décents et la finance durable ; b) l'équité, grâce à des systèmes de protection sociale et de soins plus solides afin de réduire les inégalités et d'améliorer la résistance aux chocs, ainsi qu'une analyse de la pauvreté multidimensionnelle et une politique de lutte contre ce phénomène ; c) un développement résilient et durable et une relance verte, avec des politiques et des financements en faveur de l'action climatique, de la biodiversité et de la réduction des risques de catastrophe, qui tiennent compte du genre et des risques ; d) une gouvernance efficace, renforçant les systèmes inclusifs et responsables pour stimuler l'engagement civique, faire respecter l'état de droit, améliorer la sécurité des citoyens et l'accès à la justice, et promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

18. Au cours du cycle 2022-2025, des progrès ont été réalisés dans ces quatre domaines, preuve de l'impact concret du programme. Le PNUD a promu la finance durable grâce à des innovations telles que les obligations souveraines liées au développement durable, assorties d'objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de conservation des sols. De plus, il a renforcé la protection sociale grâce à des systèmes unifiés pour les bénéficiaires, un ciblage multidimensionnel et des bases de données interopérables. Il a étendu le label égalité des genres aux secteurs public et privé, améliorant l'équité salariale et les politiques de lutte contre le harcèlement. L'Initiative Spotlight a soutenu les efforts de sensibilisation des organisations de la société civile et a contribué à l'adoption d'une nouvelle législation sur la violence à l'égard des femmes et des filles. La transformation numérique a permis de réaliser des gains en matière de gouvernance, notamment en utilisant la méthode SIGOBito 2.0[14] pour réduire les délais de traitement des dossiers municipaux et en permettant aux citoyens de suivre les engagements du ou de la maire de leur commune. Infosegura[15] et CariSECURE[16] ont renforcé la sécurité des citoyens en Amérique centrale, en République dominicaine et dans les Caraïbes anglophones. En avril 2024, le PNUD a lancé le pôle Digital 4 Development[17] en Amérique latine et dans les Caraïbes afin d'accélérer la transformation numérique dans la région.

19. Malgré des succès notables, le cycle de programmation a rencontré des difficultés qui ont ralenti ses progrès et limité sa portée : a) la contraction de l'économie due à la COVID-19 a eu des répercussions négatives sur des secteurs

[14] Des informations complémentaires sur SIGOBito sont disponibles à l'adresse suivante : www.sigob.org/sigobito.

[15] Des informations complémentaires sur Infosegura sont disponibles à l'adresse suivante : www.undp.org/latin-america/infosegura.

[16] Des informations complémentaires sur CariSECURE sont disponibles à l'adresse suivante : www.undp.org/latin-america/carisecure.

[17] Des informations complémentaires sur le pôle Digital 4 Development sont disponibles à l'adresse suivante : www.undp.org/latin-america/digitalhub4.

essentiels tels que le tourisme, avec une incidence durable sur la stabilité budgétaire, l'emploi, l'éducation et la protection sociale ; b) la volatilité politique a entravé les efforts pour parvenir à une gouvernance efficace et assurer la continuité des politiques, soulignant la fragilité des acquis en l'absence de consensus entre les partis ou de budgets statutaires ; c) les ressources financières et humaines régionales limitées ont restreint la participation dans des secteurs cruciaux tels que la réduction des risques de catastrophe, le climat et l'énergie.

20. Le PNUD reste néanmoins stratégiquement positionné pour conduire des changements transformateurs, grâce aux points forts suivants : a) une présence étendue dans les pays, en tant que partenaire de développement ayant la plus grande empreinte dans la région ; b) des partenariats solides et de longue date avec les gouvernements ; c) une grande confiance de la part des parties prenantes ; d) un réseau mondial d'expertise technique permettant de fournir en temps utile des conseils pratiques cohérents et pointus, et d'échanger des connaissances ; e) une expérience avérée depuis six décennies en tant que partenaire de développement transparent et fiable ; f) un mandat de développement global.

21. En s'appuyant sur son avantage comparatif, le PNUD :

a) i) promouvra la réflexion stratégique ; ii) répondra aux demandes nationales et locales de conseils pratiques et de renforcement des capacités ; iii) créera un environnement propice à des investissements accrus en faveur du développement ; iv) tirera parti de sa capacité de mobilisation, de sa forte présence et de ses partenariats pour servir de plateforme régionale en faveur d'un développement humain résilient, où les différents niveaux de gouvernement, les banques de développement, les acteurs économiques, les institutions multilatérales et des écosystèmes multiples se réunissent pour faire progresser le développement humain dans les limites de la planète ;

b) travaillera en étroite collaboration avec les autorités locales et les agences de coopération décentralisée pour renforcer la résilience au niveau territorial en aidant les structures de gouvernance locale à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de résilience adaptées au contexte, qui tiennent compte des facteurs de vulnérabilité environnementale, sociale et économique particuliers ;

c) favorisera la collaboration avec d'autres régions, notamment l'Union européenne et sa stratégie « Global Gateway », les donateurs bilatéraux, tels que l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID), et les organisations multilatérales, dont l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), afin de répondre aux besoins de financement et de développement ;

d) rassemblera les acteurs afin d'institutionnaliser des cadres fiscaux, budgétaires et d'endettement alignés sur les objectifs de développement et intensifiera les travaux sur les instruments financiers, notamment les obligations liées au développement durable, les obligations liées aux objectifs de développement durable et les obligations émergentes liées à la performance de la nature dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes. Le PNUD jouera un rôle actif dans les dispositifs de financement mixte avec le secteur privé, les institutions régionales, notamment la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), la Banque interaméricaine de développement (BIAD), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), et des banques multilatérales et bilatérales telles que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Kreditanstalt für Wiederaufbau, l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale, entre autres ;

e) donnera la priorité aux acteurs du secteur privé – des micro-, petites et moyennes entreprises aux sociétés multinationales – et promouvra des conditions favorables et des mesures de réduction des risques afin de débloquer des fonds privés et publics pour atteindre les objectifs de développement. Pour ce faire, le PNUD travaillera avec les différents niveaux de gouvernement et les partenaires de la région pour tirer parti de son vaste portefeuille de projets de fonds verticaux et de programmes phares, tels que la Promesse climatique, afin de promouvoir des chaînes de valeur durables et de créer des voies de transformation du marché. Les partenariats existants avec des banques de développement, des institutions financières et des entreprises du secteur privé telles que l'AFD, le Fondo para el Financiamiento del Sector Agropecuario, le Fonds international de développement agricole, la CAF, BanEcuador, Lavazza, Silvacaco, Toyota et Mabe seront encore renforcés ;

f) s'appuiera sur sa vaste expertise en matière de gouvernance pour réunir les organismes de réglementation, les ministères des finances, les commissions parlementaires et les acteurs du secteur privé afin de favoriser l'alignement politique et financier dans des secteurs clés du développement. Il s'appuiera sur les travaux existants sur la taxonomie de la finance durable et des méthodes de suivi budgétaire ;

g) renforcera la gouvernance efficace en tant que pilier fondamental de la résilience et du développement humain dans les limites de la planète, en appuyant les parties prenantes nationales grâce à l'assistance électorale, à la gouvernance économique, au renforcement des gouvernements infranationaux, à des mesures d'intégrité publique, à la réduction de la polarisation toxique, à la participation politique des femmes et à l'élargissement de l'espace civique.

22. La réduction de la présence des partenaires multilatéraux et des ressources disponibles pour financer le développement dans la région renforce la pertinence de l'approche proposée dans le programme régional : se servir de l'avantage concurrentiel du PNUD dans la région en tant que plateforme de coopération au service du développement pour répondre aux demandes nationales grâce à des choix politiques cohérents et adaptés au contexte ; faciliter la collaboration et l'échange de connaissances entre les pays ; et mobiliser le financement du développement, en plaçant au centre de ses préoccupations un développement humain résilient en harmonie avec la planète.

II. Priorités du programme et partenariats

23. Le programme régional vise à promouvoir le développement humain sur une planète saine tout en naviguant dans un climat incertain et de plus en plus complexe en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour y parvenir, il s'agit de renforcer la résilience et de reconnaître que se concentrer uniquement sur les progrès en matière de développement est insuffisant face au ralentissement des progrès et aux chocs récurrents. Le programme repose sur le principe selon lequel le développement humain résilient est la nouvelle frontière à atteindre pour libérer le potentiel de développement économique et social de la région dans les limites de la planète.

24. D'un point de vue systémique, le programme régional établit que les progrès en matière de résilience, de gouvernance, de prospérité et de durabilité environnementale dépendent non seulement d'actions ciblées dans chaque domaine, mais aussi de la manière dont les accélérateurs clés – l'égalité des sexes, la transformation numérique et la finance durable – interagissent entre eux. Ces accélérateurs ne sont pas des efforts isolés, mais des moteurs fondamentaux qui façonnent des voies de développement interconnectées. Pour déclencher des changements transformateurs, le programme encourage les interventions qui renforcent ces accélérateurs et les

intègrent dans la conception, la mise en œuvre et les résultats de changements systémiques plus larges.

25. Le programme régional collaborera avec les pays afin d'élargir les débouchés offerts aux jeunes, aux femmes et aux filles en contribuant à la levée des obstacles structurels et au renforcement de la participation des femmes. Grâce à son mécanisme de financement d'un développement humain résilient en Amérique latine et dans les Caraïbes, le PNUD aidera les acteurs nationaux et infranationaux à consolider les cadres réglementaires, institutionnels et politiques afin de mieux aligner les investissements publics et privés sur les objectifs nationaux de développement durable. Dans l'espace numérique, le programme contribuera à la création d'écosystèmes numériques en améliorant les capacités institutionnelles, et en facilitant l'accès aux infrastructures et aux services numériques.

26. Le programme régional associe les connaissances et l'action entre les secteurs en revitalisant les réseaux d'experts et en utilisant le pouvoir de mobilisation du PNUD pour réunir des acteurs de tous horizons. Il constitue une plateforme pour restaurer la confiance, la cohérence et les récits collectifs. Il promeut ses priorités en mettant en œuvre des initiatives ciblées et intégrées aux niveaux régional, multinational et sous-régional, conçues en collaboration avec les partenaires ; en proposant des services de conseil spécialisés et décentralisés ; en offrant aux pays un espace pour relever des défis communs, accéder à des solutions conjointes et bénéficier d'un apprentissage transnational.

27. Faisant la part belle à la gouvernance tenant compte des risques, le programme régional se concentre sur le renforcement de la capacité des pays à prévenir, anticiper et absorber les risques, et à s'adapter à leur évolution. Il s'appuie sur l'expérience engrangée dans les Caraïbes, où les petits États insulaires en développement sont exposés de manière disproportionnée aux chocs liés au climat, à l'économie et à la sécurité.

Résultat 1. La résilience comme voie d'avenir du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (résultat du Plan stratégique : résilience face aux crises)

28. Le programme régional travaillera avec les pays pour élaborer des stratégies qui placent la résilience au centre de leurs préoccupations, en partant du constat que des progrès doivent être faits et préservés en matière de développement. Il s'agit de promouvoir une gouvernance préventive, anticipative et fondée sur la connaissance des risques, qui permette une action coordonnée entre des secteurs et des niveaux de gouvernement généralement cloisonnés. L'accent sera mis sur la conception de systèmes de protection sociale qui dotent les ménages de mécanismes d'adaptation, tout en réduisant les impacts et en soutenant les efforts de riposte et de relèvement. Ce soutien pourrait passer par des approches par portefeuille et des dialogues participatifs, ainsi que des investissements dans les infrastructures publiques numériques (données, registres) et les systèmes d'alerte précoce. La coopération régionale et l'échange de connaissances seront essentiels pour tirer parti des synergies et des innovations.

29. Le programme collaborera avec les pays pour tester et déployer des outils innovants qui protègent les acquis du développement et accélèrent le relèvement grâce à une approche multidimensionnelle. Il s'agira notamment de soutenir la planification tenant compte des risques, la prospective et l'analyse de scénarios, de promouvoir des infrastructures et des services résilients, et d'investir dans les capacités d'adaptation, en mettant l'accent sur la sécurité humaine et l'action. Le programme encouragera les gouvernements, les organisations de la société civile, les partenaires internationaux, les universités, le secteur privé et les entités des Nations Unies à former des coalitions

pour élaborer des solutions de relèvement résilientes. Ces efforts seront guidés par la nécessité d'avoir un impact unique sur les jeunes, les femmes, les filles et les groupes vulnérables. Le relèvement ne sera pas considéré comme un retour à un état antérieur, mais comme une occasion de s'attaquer aux problématiques profondes, de réduire les risques futurs et de favoriser des transitions équitables.

30. Le programme s'appuiera sur des accélérateurs clés – la transformation numérique, l'égalité des sexes et la finance durable – pour renforcer la résilience. Il s'agira notamment de promouvoir les infrastructures publiques numériques en tant qu'outils d'alerte précoce, les mesures d'anticipation et plus de souplesse dans la prestation de services ; d'aider les pays à accéder aux mécanismes financiers (dons, prêts, fonds pour les pertes et préjudices) et de développer des outils de partage des risques (par exemple, l'assurance) pour attirer les capitaux privés ; d'encourager la collaboration régionale afin d'approfondir les instruments de protection financière. Ces éléments facilitateurs seront intégrés dans les efforts de prévention et d'intervention.

Résultat 2. Une gouvernance efficace pour un développement inclusif, résilient et centré sur la population (résultat du Plan stratégique : gouvernance efficace)

31. Le programme régional travaillera avec les pays pour renforcer les institutions afin de parvenir à une gouvernance plus inclusive, anticipative et résiliente, capable de naviguer dans la complexité, de restaurer la confiance, de renouveler les contrats sociaux et d'élargir les possibilités de développement. Un axe prioritaire sera de permettre aux institutions de sortir de la logique d'une action cloisonnée et d'adopter des solutions intégrées qui améliorent la coordination, la transparence, la participation des citoyens et la prestation de services. Le soutien à la transformation numérique et à l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle restera central, de même que le développement parlementaire, la prospective et le renforcement de la gouvernance locale.

32. Alors que les systèmes de gouvernance sont confrontés à des facteurs de stress croissants, le PNUD œuvrera avec les pays pour renforcer leur capacité à anticiper, prévenir et gérer les menaces émergentes, telles que la violence, la criminalité organisée, les cyberattaques, les perturbations politiques et les troubles sociaux. Étant donné que ces risques dépassent souvent les frontières institutionnelles, le programme encouragera la collaboration entre les secteurs. Le soutien portera notamment sur l'accès à la justice, l'application d'approches axées sur l'être humain en matière de sécurité des citoyens, et l'élargissement des droits et des services par le biais de la transformation numérique.

33. Au fur et à mesure que la région avance dans la transition énergétique et que les secteurs nécessitant des ressources considérables, comme l'exploitation minière, l'agriculture, la pêche et la foresterie, gagnent en importance, le programme régional soutiendra une forme de gouvernance qui favorise l'aménagement du territoire, le dialogue social et la recherche du consensus. Il encouragera les stratégies économiques qui respectent les droits des communautés locales, notamment des peuples autochtones, des personnes d'ascendance africaine et des populations rurales. Les plateformes régionales faciliteront un dialogue sur la gouvernance responsable des ressources et la justice environnementale, favorisant l'alignement entre la compétitivité, la cohésion sociale et la durabilité.

34. Afin de promouvoir une gouvernance efficace et une sphère publique inclusive, le programme investira dans l'intégrité électorale, la participation citoyenne et les capacités de direction des femmes et des jeunes. Dans un contexte de polarisation croissante, la gouvernance doit rétablir la confiance institutionnelle et donner aux citoyens les moyens de décider de leur avenir. Le programme soutiendra la prise de

décision ouverte et inclusive, et facilitera les dialogues nationaux à tous les niveaux. Il collaborera avec les pays pour renforcer la réponse des autorités à la mobilité humaine et aux déplacements forcés, en encourageant la coopération et l'adaptation institutionnelle. En partenariat avec des organisations des Nations Unies, l'Union européenne et des banques internationales de coopération et de développement, il mobilisera des experts et des financements afin de renforcer les systèmes de gouvernance qui fournissent de meilleurs services, la paix, la prospérité inclusive et la résilience.

Résultat 3. Une planète saine pour un développement humain durable, inclusif et résilient (résultat du Plan stratégique : une planète saine)

35. Le programme régional collaborera avec les pays pour transformer les stratégies, les politiques, les institutions et les systèmes financiers, et ainsi mieux les aligner sur les objectifs en matière de climat et d'environnement. Il favorisera la cohérence des politiques entre les différents secteurs et niveaux en travaillant avec les pays pour qu'ils respectent leurs engagements internationaux en matière d'environnement, notamment leurs contributions déterminées au niveau national, et leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, tout en donnant la priorité à l'appropriation nationale et aux solutions adaptées au contexte, en favorisant la croissance durable, l'égalité et la cohésion sociale.

36. Le programme facilitera le dialogue et la coopération s'agissant de compromis complexes – tels que l'eau, les transitions énergétiques et l'extraction de minerais essentiels – en veillant à ce que les stratégies de transformation économique soient inclusives et respectent les droits et la participation des peuples autochtones, des personnes d'ascendance africaine et des communautés locales.

37. S'appuyant sur l'influence prépondérante de la région en matière d'action environnementale et énergétique, le programme régional œuvrera avec les pays pour créer des écosystèmes d'investissement au service du développement durable. Il s'agira notamment de mobiliser et d'aligner les financements publics et privés au moyen d'instruments fondés sur l'environnement et de solutions de financement mixte qui associent l'action climatique aux possibilités économiques locales et à la résilience. En outre, le programme fournira un soutien technique afin de renforcer les infrastructures numériques, notamment les outils géospatiaux, les plateformes de données sur les risques et les systèmes d'alerte précoce.

Résultat 4. Prospérité pour tous – des débouchés économiques inclusifs et des solutions résilientes (résultat du Plan stratégique : prospérité pour tous)

38. Le programme régional se concentrera sur l'amélioration de la productivité et la réduction de la vulnérabilité, deux objectifs interdépendants. Il accompagnera les pays en matière de création d'emplois, de productivité et d'accès aux compétences et aux actifs, en particulier pour les jeunes et les personnes les plus défavorisées. Il encouragera le développement économique local et améliorera l'écosystème des micro-, petites et moyennes entreprises dans le cadre d'interventions visant à renforcer les compétences numériques, à promouvoir l'entrepreneuriat et à utiliser l'intelligence artificielle à des fins de productivité. Il encouragera également le dialogue entre les ministères des finances, de la planification, du travail et des affaires sociales afin qu'ils conçoivent conjointement des politiques qui renforcent la résilience face aux chocs futurs, tout en permettant une croissance inclusive alignée sur les débouchés des marchés émergents.

39. Le programme collaborera avec les autorités nationales, infranationales et locales afin de réduire la pauvreté monétaire et multidimensionnelle, tout en réduisant la vulnérabilité et en contribuant à la consolidation d'une classe moyenne stable. Il

renforcera les systèmes de protection sociale, de santé et de soins, ainsi que les politiques et les mécanismes de marché qui garantissent l'accès à des services de qualité et abordables, et soutiennent l'accumulation d'actifs. Par l'intermédiaire du Pôle pauvreté du PNUD et grâce à des outils d'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, il collaborera avec les décideurs pour mettre en œuvre des instruments novateurs qui améliorent l'efficience des dépenses publiques. L'accent sera mis sur une protection sociale capable de s'adapter, des systèmes de soins complets et des outils de constitution d'actifs – tels que l'épargne, l'assurance, le crédit et les actifs physiques – qui renforcent la résilience des ménages face aux chocs. Les plateformes régionales de connaissances faciliteront les échanges sur l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle et les modèles de protection sociale innovants et réactifs aux chocs, notamment ceux qui intègrent les systèmes de soins et promeuvent des approches fondées sur les droits.

40. Le programme collaborera avec les pays afin qu'ils aient une plus grande marge de manœuvre budgétaire grâce à des cadres inclusifs, une fiscalité progressive, une budgétisation alignée sur les objectifs nationaux de développement durable et des politiques axées sur les résultats qui améliorent l'efficience de l'investissement public. Il favorisera l'alignement entre les plans de développement et les stratégies de financement en s'appuyant sur des cadres de financement nationaux intégrés, le but étant de combiner les financements publics et privés. Le soutien fourni comprendra notamment le renforcement des capacités en matière de fiscalité progressive, de financement du développement et d'outils innovants associant investissements climatiques, numériques et sociaux. L'objectif global est d'aider les pays à financer leur développement en mettant l'accent sur la résilience.

41. Le programme approfondira la coopération et les partenariats stratégiques afin de mettre les solutions choisies en œuvre à grande échelle et d'optimiser les ressources. Le PNUD travaillera avec les pays partenaires de la région et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'Association de coopération économique Asie-Pacifique et l'Union européenne, et s'alignera sur les volets « Global Gateway » et « fragilité ». En outre, le programme poursuivra sa collaboration étroite avec l'AECID, qui est un partenaire de longue date du PNUD en Amérique latine et dans les Caraïbes, afin de promouvoir le développement humain et la gouvernance démocratique.

42. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes agissant de plus en plus comme des donateurs non traditionnels, finançant leur propre développement et contribuant à la coopération régionale, le programme régional sera une plateforme de coconception et de mise en œuvre de solutions pour un développement humain résilient en harmonie avec la planète. De plus, il approfondira son engagement auprès d'organisations régionales telles que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la Communauté des Caraïbes, le Marché commun du Sud, le Système d'intégration de l'Amérique centrale de l'Organisation des États américains et le Secrétariat général ibéro-américain afin de renforcer les stratégies régionales et sous-régionales, d'améliorer la cohérence des politiques et de relever les défis transfrontaliers.

43. Le PNUD jouera le rôle de plateforme régionale décentralisée et intégrée au service de la coopération et la collaboration Sud-Sud et triangulaire entre les organisations des Nations Unies. Assurant la coprésidence de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, aux côtés de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), il contribuera à orienter l'appui régional intégré afin d'accélérer le développement durable aux niveaux sous-régional et transfrontalier, conformément aux priorités nationales. Il continuera de codiriger les mécanismes de coordination dans les domaines thématiques inhérents à son mandat. La collaboration régionale avec les entités des Nations Unies sera renforcée grâce à sa présence régionale en réseau afin

d'améliorer les synergies avec des organisations clés, notamment la CEPALC, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'Organisation internationale pour les migrations, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Il restera l'épine dorsale des systèmes des Nations Unies pour le développement, en tirant parti de sa présence régionale, de son expertise et de ses partenariats pour soutenir les pays de programme et l'ensemble du système des Nations Unies.

44. Conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba et aux besoins particuliers des pays à revenu intermédiaire, le programme régional encouragera la mobilisation de fonds en faveur du développement dans le cadre de partenariats avec des institutions financières internationales et des banques nationales de développement, dont la BEI, la CARIBANK, la BIAD, la CAF, la Banque mondiale, la BCIE, Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social, Nacional Financiera, Banco de Desarrollo y Exportaciones, Banco República, l'Agence pour le financement du développement du Paraguay et la Banque de développement productif de la Bolivie. Ces collaborations permettront d'appuyer les investissements prioritaires, de mobiliser des capitaux privés en faveur de biens publics et de mettre en place des systèmes de mesure de l'impact afin d'encourager le développement durable et le financement de l'action climatique.

45. Le programme intensifiera ses relations avec le secteur privé, les chambres de commerce, les fondations et les agences locales de développement économique afin de promouvoir des modèles d'entreprise inclusifs, des initiatives d'économie circulaire, l'utilisation responsable des technologies et l'investissement durable, en renforçant la contribution du secteur privé aux priorités régionales et nationales liées aux objectifs de développement durable.

46. Conscient du rôle des acteurs non étatiques, le programme élargira ses partenariats avec les réseaux de la société civile, les groupes de réflexion, les universités et les groupes communautaires afin d'encourager la participation civique, la responsabilité et l'innovation. Les réseaux de jeunes, les organisations de femmes et les défenseurs de l'environnement seront privilégiés afin de garantir que la programmation régionale et le dialogue politique s'appuient sur des perspectives diverses.

47. Le programme s'appuiera sur : a) des supports de connaissance phares tels que le *Regional Human Development Report* et le *Democracy and Development Report* ; b) des forums de haut niveau tels que le Forum ministériel pour le développement (organisé conjointement avec la CEPALC) ; c) des plateformes de dialogue telles que Reimagining Our Future: Dialogues about Development in Latin America and the Caribbean.

III. Administration du programme et gestion des risques

48. Le présent descriptif de programme régional donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats régionaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme régional sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

49. La supervision du programme régional est assurée par le directeur du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la gestion et le suivi quotidiens étant délégués, sous le contrôle du directeur adjoint, au responsable du centre régional au Panama. Un conseil consultatif, composé de représentants résidents et de cadres supérieurs du bureau central, fournira des orientations générales et une assurance qualité, et s'assurera de l'alignement du programme sur les priorités mondiales et nationales. La supervision au niveau du projet se fera conformément aux normes du PNUD et fera intervenir des parties prenantes internes et externes si nécessaire. Les politiques et les normes du PNUD guideront la mise en œuvre et l'assurance qualité.

50. Le programme sera mis en œuvre en coordination avec les bureaux nationaux de la région, principalement dans le cadre de projets régionaux utilisant la modalité de réalisation directe. Les activités régionales et sous-régionales seront associées à des composantes nationales ciblées, selon qu'il convient, et feront l'objet d'une planification et d'une coordination dans des plans de travail annuels. La conception mettra l'accent sur des approches intégrées et basées sur un portefeuille.

51. Pour répondre aux besoins de ressources et réduire la dépendance à l'égard d'un financement de base et traditionnel en baisse, le programme fera appel à une base de partenaires diversifiée, notamment des accords de partage des coûts, des donateurs multilatéraux et des partenaires du secteur privé. Un plan de mobilisation des ressources encadrera la participation des donateurs, conformément au portefeuille régional UNITY. Le financement estimé du programme s'élève à 40,7 millions de dollars (3,2 millions de dollars provenant de ressources ordinaires et 37,5 millions provenant d'autres ressources). Conformément à la décision 2013/9 du Conseil d'administration, tous les coûts directs associés à l'exécution de projets doivent être imputés aux projets concernés. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds permettra de gérer les risques financiers lorsqu'il sera fait appel à des partenaires de mise en œuvre externes.

52. Au-delà de la mobilisation de ressources propres, la mise en œuvre du programme contribuera à accroître le financement global du programme lui-même. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes mobilise environ 200 millions de dollars par an, soit un total d'environ 800 millions de dollars sur le cycle 2026-2029, dont la majeure partie sera programmée au niveau national et déclarée au titre des programmes de pays, ce qui évitera les doubles comptages.

53. La réussite de la mise en œuvre dépend de la gestion des risques interconnectés, notamment l'incertitude, la réduction du financement du développement, la polarisation politique, la faible confiance dans les institutions, la criminalité organisée, la croissance lente, la dette élevée, la marge de manœuvre budgétaire limitée, l'intensification des chocs climatiques, les pressions sur les ressources et les effets indésirables d'une transition numérique accélérée.

54. Les risques seront surveillés au moyen d'outils d'alerte précoce, de registres des risques et de systèmes de suivi, en appliquant la politique de gestion des risques organisationnels du PNUD. Les mesures d'urgence consistent à réduire les interventions si nécessaire et à donner la priorité aux objectifs de développement durable, à la riposte aux crises et au relèvement. Une gestion évolutive, des ajustements conformément à la théorie du changement, une assistance technique virtuelle et une plus grande appropriation locale contribueront à garantir la pertinence et la durabilité du programme. Les mesures supplémentaires consistent notamment à encourager le dialogue politique, à renforcer la cohérence des Nations Unies, à tirer parti des cadres régionaux et à intensifier la mobilisation des ressources.

55. Toutes les activités seront fondées sur une analyse des questions de genre et suivront les normes sociales et environnementales du PNUD, avec des approches tenant compte des conflits si nécessaire. Le registre des risques sera régulièrement

mis à jour à l'aide d'outils organisationnels, et toutes les procédures de diligence raisonnable seront strictement suivies et contrôlées.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

56. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a adopté une approche solide de gestion axée sur les résultats dans la planification de ses ressources et la conception de son cadre de résultats, afin d'assurer un suivi, une évaluation et un apprentissage systématiques dans toutes les composantes du programme, conformément aux politiques et procédures du PNUD régissant les programmes et opérations.

57. Le cadre de résultats du programme régional comprend des indicateurs de résultats et d'exécution qui : a) reflètent les priorités du programme ; b) sont alignés sur le Plan stratégique du PNUD pour 2026-2029, le cadre intégré de résultats et les ressources ; c) sont mesurables à l'aide de diverses sources de données afin de suivre les résultats interdépendants. De plus, les indicateurs d'exécution tiennent compte des contributions régionales, notamment des données relatives aux bénéficiaires. Les progrès en matière de résultats et d'utilisation des ressources feront l'objet d'un suivi trimestriel et annuel dans le cadre des exercices de planification, de budgétisation et de suivi. Toutes les activités relatives au programme suivront les procédures et les normes institutionnelles du PNUD. Les progrès annuels seront consignés dans le rapport annuel axé sur les résultats.

58. Le PNUD veillera à ce que des systèmes de suivi et d'évaluation solides soient assortis de budgets adéquats et de conseils techniques sur le suivi des résultats et l'établissement de rapports.

59. La gestion évolutive sera au cœur du suivi du programme. Elle portera non seulement sur le suivi des résultats, mais aussi sur la manière dont l'incertitude influe sur eux, et sur l'ajustement des stratégies en conséquence. Des boucles de rétroaction rapides et l'apprentissage continu renforceront la capacité d'adaptation du programme et sa recherche d'impact.

60. La collecte et l'analyse de données seront améliorées afin de suivre les progrès, de faciliter la gestion évolutive et d'éclairer les décisions. Des méthodes de données traditionnelles et numériques seront utilisées. Le programme consacrera 15 % de ses dépenses à l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes, et à l'établissement de données tenant compte des questions de genre et axées sur le groupe cible. Ces résultats et ces données seront contrôlés en appliquant le marqueur de genre du PNUD. Au moins 5 % du budget du programme – imputé proportionnellement aux projets – sera alloué au suivi, à l'évaluation et à la communication.

61. Un plan d'évaluation complet couvrira les domaines prioritaires, en procédant à des évaluations aussi bien au niveau des programmes qu'au niveau des projets. Il favorisera la responsabilité, l'apprentissage et la correction des trajectoires.

62. Le cadre de résultats comprend un programme pluriannuel de recherche sur les politiques et de gestion des connaissances, qui sera mis à jour en collaboration avec les partenaires de développement, des universités et des groupes de réflexion.

Annex. Results and resources framework

Related SDG: *1, 5, 8, 9, 10, 11, 13, 17*				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #1 CRISIS RESILIENCE: By 2029, institutions and people in Latin America and the Caribbean are better prepared to prevent, respond to and recover from crises while sustaining long-term development.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 3: By 2029, institutions and people in Latin America and the Caribbean are better prepared to prevent, respond to and recover from crises while sustaining long-term development.				
Outcome indicator(s), baselines, target(s)	**Data source and frequency of data collection**	**Indicative regional programme outputs** ***(including indicators, baselines targets)***	**Major partners**	**Indicative resources by outcome (United States dollars)**
I.1.1. Number of countries in Latin America and the Caribbean that adopt and implement national disaster risk reduction strategies in line with the Sendai Framework (results and resources framework (RRF) strategic outcome (SO) 3.1) Baseline (2025): To be determined (TBD) Target (2029): TBD I.1.2. Number of countries in Latin America and the Caribbean whose vulnerability to crisis and disaster risk has improved (RRF SO 3.2) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD	SDG 1.5.3 INFORM Risk Index European Commission	**O.1.1. Key institutional actors and stakeholders, including vulnerable populations, strengthened their capacities for gender-responsive crisis prevention and risk reduction, ensuring people-centred proactive measures to mitigate crises before they escalate.** I.1.1.1. Number of institutional actors and stakeholders that implement people-centred proactive measures through enhanced capacities on risk-informed planning, governance and coordination for: (a) Disaster risk reduction and recovery; (b) Human mobility, conflict prevention and peacebuilding; (c) Adaptation to climate change; (d) Inclusion of gender-responsive approach to crises and disaster risk management. Baseline (2025): (a) 271 (b) 22 (c) 0 (d) 7 Target (2029): (a) 379 (b) 60 (c) 4 (d) 19 Source: UNDP annual, project/initiative reports **O.1.2. Inclusive innovative solutions and governance mechanisms are leveraged to enable key stakeholders, vulnerable population, and government institutions to effectively respond,**	UNDRR, OCHA CAF, IDB, Coordination Centre for the Prevention of Natural Disasters in Central America (CEPREDENAC), Caribbean Disaster Emergency Management Agency (CDEMA), Latin American Network of Social Sciences in Disasters Prevention, European Commission's Humanitarian Aid Office (ECHO), Coalition for Disaster Resilient Infrastructure, AECID, government institutions	**Regular: $700,000** **Other: $3,687,182**

		accelerate early recovery, and promote long-term resilience I.1.2.1. Number of inclusive innovative solutions that enable key stakeholders to promote long-term resilience through enhance capacities on: (a) Disaster risks reduction, losses, damage and recovery; (b) Human mobility, conflict prevention and peacebuilding; (c) Adaptation to climate change; (d) Inclusion of gender-responsive approach to crises and disaster risk management. Baseline (2025): (a) 29 (b) 7 (c) 0 (d) 3 Target (2029): (a) 59 (b) 20 (c) 3 (d) 7 Source: UNDP annual, project/initiative reports		
Related SDG: ***1, 5, 10, 16, 17***				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #2 EFFECTOVE GOVERNANCE: By 2029, governance systems in Latin America and the Caribbean are more effective, inclusive and accountable, enabling people, societies and economies to thrive.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 2: By 2029, governance systems are more effective, inclusive and accountable, enabling people, societies and economies to thrive.				
I.2.1. Proportion of the population in Latin America and the Caribbean who believe decision-making is inclusive and responsive, by gender (RRF SO 2.1) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD I.2.2. Number of people in Latin America and the Caribbean who	SDG 16.7.2 TBD	**O 2.1. Public institutions at national and subnational levels formulate people-centred policies and solutions that lead to more efficient, accessible and inclusive services, through enhanced capabilities, including for innovation and for the use of digital technologies, expanding development opportunities, strengthening resilience and fostering social cohesion.**	OIM, UNODC, ECLAC, UN-Women, UNFPA, OAS, CARICOM, SICA, SEGIB, Ibero-American Youth Organization (OIJ), ParlAmericas, Conference of Ministers of Justice of	**Regular: $700,000** **Other: $14,314,938**

have access to justice (RRF G.2.2.2) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD I.2.3. Proportion of countries in Latin America and the Caribbean with high levels of digital maturity in public services (RR SO 2.6) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD	United Nations Department for Economic and Social Affairs (UNDESA) e-government development index	I.2.1.1. Number of public institutions strengthen to deliver people-centred policies and services, disaggregated by: (a) Capacities to implement programmes, deliver services and run effective operations, including using digital solutions and advancing digital transformation and interoperability; (b) Capacities for transparency and accountability; (c) Capacities for strengthened parliamentary work on regulation, oversight and representation; (d) Capacities for local governments and governance, including addressing challenges from forced displaced populations; (e) Capacities for designing strategic plans, including anticipatory and inclusive approaches. Baseline (2025): (a) 90 (b) 0 (c) 0 (d) 13 (e) 0 Target (2029) (a) 150 (b) 15 (c) 15 (d) 40 (e) 20 Source: UNDP annual, service plans, project documents, internal and external reports, web publications I.2.1.2. Number of institutions and organizations strengthened towards new generation of gender-responsive, people-centred policies and services that are: (a) Implementing the gender equality seal in public institutions; (b) Developing capacities through regional initiatives. Baseline (2025): (a) 80 (b) 106 Target (2029): (a) 100 (b) 146 Source: UNDP annual, service plans, project documents, evaluation reports, institutional diagnosis, workshop inscriptions	Ibero-American Countries (COMJIB), Network of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights of the American Continent (RINDHCA), Organization of Latin American and Caribbean Supreme Audit Institutions (OLACEF), Inter-American Commission of Women, Regional Conference on Women, Latin American Faculty of Social Sciences (FLACSO), Latin American Council of Social Sciences (CLACSO), Latin American Team for Justice and Gender (ELA), Trinidad and Tobago Judicial Education Institute, Organisation of Eastern Caribbean States Judicial Education Institute, AECID, Spanish decentralized cooperation, CAF, government institutions, Eastern Caribbean Alliance for Diversity and Equality (ECADE), Equals Foundation	

		O 2.2. Rule of law, justice and security institutions are strengthened for enhanced people-centred access to justice greater security and resilience, and the full enjoyment of human rights. I.2.2.1. Number of initiatives that support institutions and organizations of the justice ecosystems to advance people-centred access to justice with a gender responsive approach. Baselines (2025): 18 Targets (2029): 50 Source: UNDP global, regional and national documents, internal and external reports, web publications I.2.2.2. Number of institutions supported to improve the delivery of evidence-based, people-centred security services that reduce the negative impact of different types of violence, broken by: (a) Initiatives that foster institutional capacities and evidence-based policy to manage security; (b) Initiatives that foster women, youth, peace and security; (c) Initiatives that foster mechanisms for resilience and reduce negative impacts of organized crime and violence reduction. Baseline (2025): (a) 18 (b) 16 (c) 8 Target (2029): (a) 32 (b) 36 (c) 46 Source: UNDP global, regional and national documents, internal and external reports, web publications I.2.2.3. Number of national human rights institutions supported to comply with nationally and internationally ratified human rights commitments, including: (a) strategic plans, policies, trainings and e-solutions to strengthen institutional capacities of national human rights institutions; (b) innovative solutions on business and human rights; and (c) initiatives to support national and regional networks of human rights defenders. Baseline (2025): 9		

		Target (2029): 34 Source: UNDP global, regional and national documents, internal and external reports, web publications, **O 2.3. Effective governance and inclusive public sphere are strengthened at national and subnational levels through the active participation of citizens in decision-making spaces to promote inclusive economic development, women´s leadership, trust and social cohesion.** I.2.3.1. Number of institutions engaged in capacity building processes that strengthen effective governance disaggregated, by: (a) Initiatives promoting open and inclusive public sphere, including youth participation; (b) Initiatives supporting electoral management bodies and other stakeholders to conduct or support inclusive, peaceful and credible electoral processes; (c) Initiatives of future-ready institutions, including capacities for social participation; (d) Initiatives strengthening capacities to effectively plan and promote local development; (e) Initiatives promoting information integrity systems. Baseline (2025): (a) 0 (b) 0 (c) 0 (d) 0 (e) 0 Target (2029): (a) 20 (b) 25 (c) 15 (d) 8 (e) 12 Source: UNDP service plans, project documents, internal and external reports, web publications. I.2.3.2. Number of national and regional initiatives that promote women's leadership, participation and parity, including policies and legislation. Baseline (2025): 8 Target (2029): 16 Source: UNDP annual, service plans, project documents, internal and external reports, web publications.		

Related SDG: ***1, 2, 3, 5, 6, 7, 8 ,9, 10, 11 ,12, 13, 14, 15, 16, 17***				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #3 HEALTHY PLANET: By 2029, international environmental agreements are mainstreamed into national development frameworks of countries in Latin America and the Caribbean to drive sustainable development.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 4: By 2029, international environmental agreements are mainstreamed into national development frameworks to drive sustainable development.				
I.3.1. Improvement in Environmental Policy Stringency Index and related policy coherence scores measuring the strength, alignment and enforcement of environmental policies (RRF SO 4.6 Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD I.3.2. Number of countries in Latin America and the Caribbean doubling energy efficiency improvements and tripling renewable power capacity by 2030 (RRF SO 4.7) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD I.3.4. International and domestic financial flows to developing countries in Latin America and the Caribbean to finance environmental goals (RRF SO 4.1) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD	OECD Environmental Policy Stringency Index and environmental policy review SDG 7.2.1/7.3.1 and International Energy Agency, UNFCCC, International Renewable Energy Agency OECD https://www.oecd.org/en/topics/sub-issues/climate-finance-and-the-usd-100-billion-goal.html SDG 15.a + SDG 15.b (for nature finance)	**O.3.1. National and subnational development and sectoral strategies, policies, institutions and financial frameworks are transformed/supported to better align with climate, nature, sustainable energy and pollution reduction priorities – ensuring policy coherence across sectors and levels of governance to drive human development.** I.3.1.1. Number of strategies and policies revised and/or adopted to reflect integrated environmental and sustainable energy priorities. Baseline (2025): 0 Target (2029): 66 Source: UNDP Environment and Energy (E&E) monitoring and evaluation system. I.3.1.2. Percentage of revised and/or adopted financial frameworks explicitly linked to national development priorities and stakeholder-identified needs. Baseline (2025): 0 Target (2029): 100 Source: UNDP E&E monitoring and evaluation system. **O.3.2. Environmental and energy actions are accelerated and upscaled through integrated approaches that promote sustainable economic growth, equality between men and women, human rights, social cohesion and equity** I.3.2.1. Number of integrated environmental and energy initiatives launched or scaled up nationally/subnationally. Baseline (2025): 0 Target (2029): 12 Source: UNDP E&E monitoring and evaluation system. I.3.2.2. Volume of financial resources mobilized or unlocked through public and private investments in Latin America and the Caribbean	Global Environmental Facility (GEF), Green Climate Fund (GCF), Adaptation Fund, UNEP, FAO, CARICOM, CAF, IDB, international financial institutions, national and regional development banks, European Union, European Commission, Swedish International Development Cooperation Agency, private sector	**Regular: $700,000** **Other: $7,210,424**

		countries through integrated environment and energy actions. Baseline (2025): 0 Target (2029): TBD Source: UNDP E&E monitoring and evaluation system.		
Related SDG: ***1, 2, 3, 5, 8, 10, 17***				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #4 PROSPERITY FOR ALL: **By 2029, prosperity in Latin America and the Caribbean is increased for all strengthening people's agency, capabilities and dignity to thrive.**				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME 1: By 2029, prosperity is increased for all strengthening people's agency, capabilities and dignity to thrive.				
I.4.1. Proportion of population in Latin America and the Caribbean covered by social protection floors/systems (RRF SO 1.3) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD I.4.2. Proportion of small-scale enterprises with a loan or line of credit Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD I.4.3. Labour force participation rate for persons aged 15+, by gender Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD	ILO SDG 9.3, annually ILOSTAT https://ilostat.ilo.org/data/# annually	**O 4.1. People and enterprises across the region have increased access to productive and financial assets, skills, digital solutions, income opportunities and sustainable jobs by strengthening their agency through regional, national and local initiatives, with special attention to those left behind** I.4.1.1. Number of initiatives designed and implemented to accelerate socioeconomic transformation by strengthening: (a) Capacities and resilience of MSMEs led particularly by women and youth; (b) Capacities and effectiveness of public and private institutions in supporting local economic development and business ecosystems. Baseline (2025): (a) 2 (b) 1 Target (2029): (a) 12 (b) 12 Source: UNDP, annual, service plan signed, evaluations, project documents I.4.1.2. Number of institutions supported to implement initiatives that strengthen socioeconomic opportunities for women in the region, broken by: (a) Initiatives on Equanomics implemented to advance women´s economic empowerment and inclusive fiscal frameworks; (b) Initiatives on the gender equality seal in financial institutions. Baseline (2025): (a) 12 (b) 4	ECLAC, ILO, UN-Women, UNFPA, PAHO, SICA, SEGIB, Inter-American Commission of Women, Regional Conference on Women, FLACSO, CLACSO, ELA, CAF, Global Alliance for Care, Oxfam, Open Society, ECADE, Equals Foundation, AECID, Spanish decentralized cooperation, European Union-Latin America and the Caribbean national and regional development banks, government institutions, private sector	**Regular: $700,000** **Other: $10,138,304**

		Target (2029): (a) 24 (b) 20 Source: UNDP, annual, service plans, project documents, internal and external reports, web publications, evaluation reports, institutional diagnosis **O 4.2. Social protection, health, and care policies and programmes are strengthened and made more adaptive at the national and local levels through regionally facilitated policy advice, digital innovations and knowledge exchange, supporting countries in extending coverage and responsiveness to all, with special attention to those left behind.** I.4.2.1. Number of national and/or local institutions supported to measure poverty and vulnerability and to enhance efficiency and impact of social policy, broken by: (a) National institutions; (b) Local institutions. Baseline (2025): (a) 0 (b) 0 Target (2029): (a) 12 (b) 3 Source: UNDP, annual, national policy documents, service plans, bulletins, web publications I.4.2.2. Number of institutions receiving technical support to improve coverage, efficiency or impact of social protection or health policies or programmes: (a) social protection policies or programmes; (b) health policies or programmes. Baseline (2025): (a) 0 (b) TBD Target (2029): (a) 16 (b) TBD Source: UNDP, annual, national policy documents, service plans, bulletins, web publications		

		I.4.2.3. Number of countries with strengthened capacities for the creation of care policies, services and programs, broken down by: (a) Care policies; (b) Care maps. Baseline (2025): (a) 3 (b) 9 Target (2029): (a) 7 (b) 17 Source: UNDP, annual, service plans, project documents, care maps		
REGIONAL PROGRAMME ACCELERATORS: Actions across resilience, governance, prosperity and planetary health will be amplified, catalysing faster, more inclusive and more sustainable development across Latin America and the Caribbean.				
A.1. Number of countries in Latin America and the Caribbean that have made positive progress on artificial intelligence readiness to enable responsible and inclusive adoption of artificial intelligence (RRF SO 2.7) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD A.3. Amount (in United States dollars) of public and private finance leveraged at regional level for the SDGs (RRF A.3.2.1) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD A.4. Proportions of positions in national and local institutions, including: (a) the legislatures; and (b) the public service, compared to national distributions, by sex (RRF SO 2.3) Baseline (2025): TBD Target (2029): TBD	Government Artificial Intelligence Readiness Index by Oxford Insights UNDESA e-government development index SDG 16.7.1	**A.1. Countries strengthen digital ecosystems and institutional capacities to accelerate inclusive digital transformation, enhance access to digital services, and foster sustainable, equitable and resilient societies.** A.1.1. Number of countries supported to strengthen national digital ecosystems Baseline (2025): 2 Target (2029): 6 Source: UNDP annual A.1.2. Number of policy instruments and regulatory frameworks supported to foster ethical, inclusive and safe digital transformation Baseline (2025): 2 Target (2029): 6 Source: UNDP annual **A.2. Regulatory, institutional and policy frameworks and capacities are strengthened at national and subnational levels to expand and align public and private finance and investments in sustainable development, including through regional coalitions** A.2.1. Number of initiatives launched by public institutions at the national level to develop progressive fiscal policies, expand fiscal space and align public finance with sustainable development Baseline (2025): 19 Target (2029): 27 Source: UNDP annual, global and national projects reports	CAF, IDB, European Commission, UNESCO, ECLAC, CARICOM, UN-Women, UNFPA, ASC, Humanitarian Open Street Map, Financial Centres for Sustainability Network (FC4S), FLACSO, CLACSO, ELA, Norway, Germany, Finland, OECD, government institutions, academia	**Regular: $400,000** **Other: $2,149,152**

		A.2.2. Number of initiatives launched by public institutions at subnational level to develop progressive fiscal policies, expand fiscal space and align public finance with sustainable development Baseline (2025): 25 Target (2029): 37 Source: UNDP annual, global and national projects reports A.2.3. Number of initiatives that increase capacities of (a) Public institutions to unlock and align private capital for sustainable development; (b) Private institutions to unlock and align private capital for sustainable development, including by engaging with the financial sector. Baseline (2025): (a) 9 (b) 8 Target (2029): (a) 13 (b) 12 Source: Annual, global and national projects reports A.2.4. Number of integrated national financing frameworks supported in the design and/or implementation phase Baseline (2025): 7 Target (2029): 13 Source: UNDP annual, global and national projects reports **A.3. Institutions and organization at regional, subregional and national level strengthened their capacity to increase women´s participation, leadership and empowerment.** A.3.1. Number of partnerships established with institutions, platforms and organizations to advance women´s empowerment, broken down by: (a) Regional and subregional intergovernmental organizations supported; (b) Civil society organizations, women´s organizations, academia and think tanks; (c) Foundations, international financial institutions, United Nations entities and donors		

		Baseline (2025): (a) 8 (b) 10 (c) 12 Target (2029): (a) 10 (b) 18 (c) 16 Source: UNDP, annual, memoranda of understanding, project documents, internal and external reports, websites A.3.2. Number of country offices assisted in strengthening their capacities to enhance their national contributions for women's empowerment, broken down by: (a) Enhanced gender capacities for planning, advocating and innovating on gender equality; (b) Implement the gender equality seal for development. Baseline (2025): (a) 12 (b) 15 Target (2029): (a) 20 (b) 18 Source: National policy documents, UNDP, annual		